

LES INDUSTRIES FRANÇAISES VICTIMES DES MULTINATIONALES

A l'image de la Grande-Bretagne dans les années 80, la France a pris le chemin d'une désindustrialisation à grande vitesse : 71 000 emplois sont perdus chaque année dans le secteur. En cause: la mondialisation et la concurrence des pays à bas coût bien sûr, mais aussi le comportement de certaines multinationales. Pechiney, Usinor, Amora... la chute de ces anciens fleurons a souvent la même origine et le scénario tendance à se répéter : une OPA, amicale ou non, une restructuration, des fermetures d'usines, des licenciements et des cessions. Et à la fin, opinion et politiques pleurent, trop tard, ce qui faisait leur fierté. Découvrez quelques-uns de ces industriels français victimes des multinationales.

Arcelor- Mittal ferme ses hauts-fourneaux un par un.

Depuis la rentrée 2011, deux haut-fourneaux d'ArcelorMittal en France sont à l'arrêt. Un événement qui fait planer la menace d'un licenciement sur près d'un millier de salariés à Florange, en Moselle. Car tous ont en tête ce qu'on vécu leurs collègues de Gandrange en 2008, à quelques kilomètres de là. ArcelorMittal avait annoncé l'arrêt... puis la fermeture de son site, au grand dam des politiques qui n'ont rien pu faire pour sauver ce fragment de fierté industrielle. Depuis 2006 et son arrivée en France par le rachat d'Arcelor, Mittal procède toujours de cette façon pour solder les anciens sites d'Usinor (devenue Arcelor avant l'OPA de Mittal). Au début c'est une mesure "conjoncturelle et temporaire", mais à Liège, en Belgique, et au Luxembourg, ces mesures ont conduit à des fermetures. Sans compter que selon un syndicat tchèque, ArcelorMittal envisagerait de scinder ses activités jugées non-stratégiques en Europe, soit environ 15% des effectifs de la région.

Les usines d'Amora et Maille doivent digérer la potion d'Unilever.

Quand en novembre 1999 Unilever avale pour 715 millions d'euros Amora-Maille, le numéro 1 français des sauces et condiments, ce fleuron agroalimentaire français compte encore 4 usines et 1 000 salariés en France. 11 ans plus tard, ce

qui n'est plus qu'une filiale du groupe emploie moitié moins de salariés et 3 usines ont été abandonnées. Le coup de massue date de 2008. Cette année-là, la multinationale annonce la fermeture de 3 usines : 2 à Dijon, dont le site historique, et celle d'Appoigny, en Bourgogne. Unilever regroupe les 250 salariés restant à Chevigny. Depuis, elle a décidé de réinvestir sur le site 20 millions d'euros. Si ce n'est que pour d'autres produits, Unilever continue de désindustrialiser. Début 2011, l'entreprise a annoncé la fermeture de son usine Fralib, près de Marseille, la seule à produire en France les thés Lipton et les infusions Eléphant (182 salariés).

Le dépeçage en douceur de SCA des couches Peaudouce.

Tout commence il y a 27 ans. En 1984, Bernard Arnault reprend l'empire Boussac issu de la faillite des frères Willot. Dans son escarcelle, il trouve Peaudouce, le plus gros fabricant de couche culottes de France : 1 300 salariés et des dizaines de millions de couches produites par an. L'homme d'affaires cède ce fleuron en 1988 au suédois Svenska Cellulosa (SCA), un spécialiste du papier. Celui-ci se revend la célèbre marque en 1996 à Kimberly-Clark, tout en conservant le site industriel de Linselles, en périphérie de Lille. Mais le suédois se recentre sur la production de marques de distributeur. C'est le début du déclin. La multinationale négocie des restructurations contre des améliorations des conditions de travail des salariés. Tant et si bien que début 2011, l'usine de Linselles n'accueillait plus que 280 salariés. Ils ont depuis été licenciés et la production transférée en Pologne.

Palmers textile et Warnaco n'ont pas fait dans la dentelle avec Lejaby.

Icône de l'industrie lingère française, Lejaby a depuis longtemps perdu de sa superbe. Depuis une décennie, ces salariés ont assisté impuissants à son dépeçage par l'américain Warnaco et l'autrichien Palmers. Le premier épisode traumatisant se déroule en 2003 : le propriétaire de la marque, Warnaco à l'époque, se sépare de 4 sites sur 8 en 2003. Les effectifs passent de 1 100 à 700 salariés. Le deuxième coup dur est plus récent, puisqu'il date de l'année dernière. Entre temps, l'entreprise a changé de propriétaire. Il s'agit désormais de l'autrichien Palmers textile. Lui annonce la fermeture de 3 sites et le licenciement de 200 personnes. Les salariés ne peuvent pas lui reprocher un effet de surprise : en 2008, au moment de la reprise, les Autrichiens avaient clairement fait connaître leur volonté de délocaliser.

Avec Altadis puis Imperial-Tobacco, la Seita est partie en fumée.

Entre son projet de privatisation, en 1993, et son entrée dans le giron d'Imperial Tobacco courant 2008, la SEITA, fameuse manufacture des tabacs de l'Etat, a vécu au rythme des restructurations et des fermetures d'usines. En 1993 ce sont les sites de Dijon et Maçon qui ont fermé leurs portes. En 1997, ceux de Châteauroux et Périgueux. En 2003, son changement de nom en Altadis ne change rien. Au contraire. Lille est condamnée à fermer en 2005, tout comme Tonneins et Morlaix. A chaque fois ce sont entre 250 et 500 personnes qui se retrouvent sur le carreau. Une vraie purge qui porte un coup fatal au secteur du tabac en France. Jusqu'aux activités connexes, comme la fabrique d'allumettes de Saintine, fermée elle aussi. Racheté par Imperial Tobacco en janvier 2008, Altadis continue à être restructurée. Les derniers sites condamnés sont Metz et Strasbourg. Il n'en reste plus que 4 contre une trentaine avant la privatisation.

Rio Tinto disperse les restes de Pechiney.

16 ans après sa privatisation, l'ancien fleuron mondial français de l'aluminium, Pechiney, a quasiment disparu du paysage industriel. Cible d'une OPA de la part d'Alcan en 2003, elle-même rachetée par Rio-Tinto quatre ans plus tard, toutes ses spécialités ont au final été dispersées : le laminage d'aluminium est devenu indien, les flexibles à usage médical est revenu à une entreprise australienne et les emballages alimentaires sont allés à un fonds d'investissement européen. Seule l'activité de transformation d'aluminium, qui appartient majoritairement au fonds Apollo, a recentré son activité sur la France sous le nom de Constellium. Et ce qui reste aux mains de l'anglo-australien Rio Tinto risque d'être encore dépecé puisque le groupe a annoncé vouloir vendre trois de ses usines de production d'aluminium en France. En 2006, les syndicats français du groupe avaient fait le calcul qu'en additionnant les activités vendues et fermées, 15 500 emplois avaient disparu.

Belges et Italiens se sont jetés sur ce qui restait des Lainière de Roubaix.

Début 1999, les Lainière de Roubaix fermaient définitivement leurs portes. La fin d'une formidable histoire industrielle commencé en 1911 et finie en dépeçage. Tout aura pourtant été tenté pour maintenir hors de l'eau cette entreprise symbolique. Plus importante filature du Nord, elle a employé directement jusqu'à 7 800 personnes dans les années 60. La reine Elisabeth II et Nikita Kroutchev l'avaient même visitée. Mais la crise du textile, à partir des années 70, et une

guerre de succession auront eu raison de sa solidité apparente. A partir de 1987, Chargeurs s'est emparé des tissages et d'une lucrative filiale, Peignage Amédée, vendu à l'italien Botto par la suite et fermé en juin 1998. La Lainière est passée, elle, sous pavillon belge, aux mains du groupe VEV. Cette dernière ira de restructuration en restructuration jusqu'au dépôt de bilan. Il ne restait alors plus 260 salariés.

Idéal Standard et Bain Capital ont fini par couler Porcher.

Début 2011, c'est une terrible nouvelle qui s'abat sur les salariés d'Idéal Standard : le fonds américain Bain Capital Partner, propriétaire de l'entreprise, a décidé purement et simplement de fermer trois sites de production en Europe, dont deux en France. C'est à Revin, dans les Ardennes, que l'annonce a été la plus brutale : cette usine plus que centenaire a connu l'essor de Porcher, fleuron industriel hexagonal devenu un géant mondial du sanitaire en céramique. L'entreprise a compté jusqu'à 2 000 ouvriers en France dans les années 60. Mais voilà, la céramique ne se vend plus aussi bien. Et depuis l'OPA en 1995 d'Idéal Standard sur Porcher, l'entreprise vivait au rythme des restructurations. Les usines ont fermé, et même la fonderie avait déjà été cédée en 2007 à France Inox. En 2011, ils n'étaient plus que 170 salariés à Dole et 146 à Revin, toutes deux désormais fermées. Seule l'usine d'Angoulême subsiste encore.

Les chiffres de la désindustrialisation :

Entre 1980 et 2007, l'industrie française a perdu 36% de ses effectifs, soit 1,9 million d'emplois (71 000 par an), selon la Direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE). Sans surprise, la contribution de ce secteur au PIB est passé de 24% en 1980 à 14% en 2007